
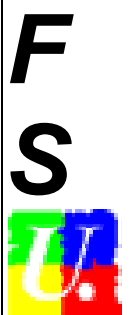


SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE des Finances Publiques

 <p>SNUFIP FSU n°52</p>	<p><u>Secrétariat national :</u> Richard MARIN 01.44.50.49.43 & Isabelle POUZOLS 01.44.50.45.88 SNUFiP-FSU 24, rue de Campo Formio 75013 Paris sdt.752@dgfip.finances.gouv.fr Accès site intranet Magellan Paris via pratique /syndicats/SNU-FiP Accès Internet : http://snufip.free.fr/</p>	 <p>F S</p>
---	---	--

**Pour nos retraites si la coupe est
pleine, rien n'est joué, ACTION !**

Ensemble nous pouvons peser !

**Réussir la grève et les manifestations du jeudi 24
juin et préparer à une grève stratégique dure en
septembre.**

Un projet brutal et injuste : la fin des 60 ans, le début des 67 !

Les annonces gouvernementales sur la réforme des retraites constituent un projet de régressions sans précédent, à la fois brutal et injuste.

❖ **Faire payer la crise aux salariés et retraités. Tous les salariés vont devoir travailler plus longtemps pour des retraites plus basses.**

Avec le décalage de deux ans à un rythme rapide de l'ensemble des bornes d'âge (âge d'ouverture des droits 62 ans et à partir de 2016 âge de départ sans décote 67 ans),

❖ **Amputer les salaires des fonctionnaires au nom de l'équité !**

Une journée de salaire par mois en moins !

Ce serait le résultat de l'augmentation du taux de cotisation des agents publics que le gouvernement semble décidé à proposer au nom de « l'équité entre les salariés ».

Un prétexte en fait pour diminuer les salaires des fonctionnaires. C'est aussi ignorer la spécificité du système de fonctionnement des retraites des fonctionnaires.

Le statut de la fonction publique, son système de retraites défini par le code des pensions sont le produit de l'histoire et de la nature des missions qui lui sont confiées.

Près d'un emploi sur quatre relève de l'une des trois fonctions publiques. C'est dire l'importance que revêtira la mobilisation des personnels si nous voulons préserver notre système de retraite.

Aucun bilan n'est fait de la réforme de 2003 qui programme une baisse du niveau de pension des fonctionnaires d'en moyenne 20% !

La FSU et le SNUFiP n'accepteront pas ces régressions.

De nouveaux financements des retraites sont nécessaires pour pérenniser le système par répartition, ils doivent être recherchés dans le cadre d'une réflexion globale pour tous les régimes de retraites et ne peuvent reposer sur les seuls salariés.

❖ **Aucune mesure n'est de nature à améliorer l'emploi, alors que chacun sait qu'il s'agit d'une variable fondamentale pour l'équilibre des régimes de retraite.**

Au total ce sont les salariés qui vont subir l'essentiel de l'effort dans des conditions qui vont accroître les inégalités : les femmes et les jeunes vont être particulièrement pénalisés comme tous ceux qui ont connu des périodes de précarité.

L'effort demandé aux hauts revenus et aux entreprises ne couvrira au mieux que 10% des besoins de financement, bien moins que ce qui est exigé des fonctionnaires.

Seront particulièrement touchées d'une part les plus basses pensions de la Fonction Publique - avec la restriction de l'accès au minimum garanti actuellement versé à des milliers d'agents - et d'autre part les mères de famille, avec la mise en extinction des départs avant 60 ans des parents de trois enfants (16 000 départs par an).

Rien n'est envisagé pour améliorer les conditions de travail, et bien loin de prendre en compte la pénibilité dans une dimension collective, ce projet comporte de nouvelles régressions en réduisant à une infime minorité les cas susceptibles d'être pris en compte.

Le gouvernement a fait le choix d'une réforme bien plus brutale que ce qui s'est fait dans la plupart des autres pays et d'une rigueur qui va creuser les inégalités, risque de compromettre la reprise économique et de surcroît ouvre la porte à une spirale de régressions.

Seule une mobilisation massive et résolue peut permettre d'obtenir le retrait de ce projet.

La FSU appelle comme la CGT, Solidaires, la CFDT, la CFTC, l'UNSA à participer massivement par la grève et les manifestations à la journée unitaire de mobilisation interprofessionnelle du 24 juin et à préparer des suites offensives dès la rentrée.

La retraite à 60 ans à taux plein c'est possible **et c'est un choix de société**

L'augmentation de la richesse nationale doit aller aux salaires et aux retraites et pas aux spéculateurs et aux rentiers !

A Paris Jeudi 24 juin

**2 RDV au choix des personnels de la DGFIP pour
la Manifestation**

à 14h devant le 16 rue ND des victoires

**à 15h Place la Bastille devant la banque de
France angle de la rue Saint Antoine**

**La manif ira de la Place de la
République à la Nation en passant par
Bastille**

